

Document

Articles de presse d'août 2010

Un article du Figaro.fr du 6 août :

Net rebond des profits pour les sociétés du CAC 40. (09.08)

Les résultats semestriels sont meilleurs qu'attendu. Les sociétés tirent profit de la croissance des pays émergents et de la réduction des dépenses.

Pour l'heure, elles ne sont que 28 à avoir publié leurs résultats semestriels, mais la tendance est très claire: les entreprises du CAC 40 affichent une très nette amélioration de leur rentabilité. Les chiffres sont éloquents. Avec 33,1 milliards d'euros de résultat net par du groupe contre 14,7 milliards un an auparavant, les profits ont été multipliés par 2,25. Alors qu'un quart des 28 sociétés étaient en perte au premier semestre l'an dernier, on en compte plus qu'une aujourd'hui, en l'occurrence Alcatel-Lucent.

L'activité est également en hausse. Le chiffre d'affaires cumulé de ces entreprises progresse de plus de 12% en un an. Une avancée qu'il faut prendre avec précaution. Un tiers de cette hausse revient à Total dont les revenus ont mécaniquement augmenté avec le rebond du prix du baril de pétrole.

Au-delà des états financiers, les propos des chefs d'entreprise traduisent ce regain de forme. Les plus optimistes, comme Benoît Potier, PDG d'Air liquide, sont sans ambiguïté: *«La situation est normale. Il faut bien produire car la planète consomme. Nous sommes quasiment sortis de la zone de turbulence pour aller vers la croissance»*, assurait-il en début de semaine. Baudouin Prot, directeur général de BNP Paris, *«évoque un retournement de la conjoncture»*. Dans le luxe, Bernard Arnault, PDG de LVMH, comme François-Henri Pinault, PDG de PPR, se disent confiants pour le second semestre.

À l'opposé, la plus grande prudence, pour ne pas dire l'inquiétude, prédomine toujours chez les constructeurs automobiles. Après un retour aux bénéfices au premier semestre, Philippe Varin, PDG de PSA, et Patrick Pélata, directeur général délégué de Renault, ont prévenu que le résultat opérationnel se dégradera dans la seconde partie de l'année en raison de la baisse des ventes de voitures en Europe avec la fin des primes à la casse.

Dans leur ensemble, les dirigeants d'entreprises se sont félicités de ce rebond, tout en se gardant de pavoiser. La croissance des profits est d'autant plus forte qu'elle se compare au début 2009, le plus fort de la crise économique. Un rappel des résultats du début de l'année 2008 tempère quelque peu la performance. Les 500 millions d'euros de bénéfices de Saint-Gobain publiés il y a quelques jours sont quatre fois supérieurs à ceux de l'an dernier, mais deux fois inférieurs à ceux des six premiers mois de 2008. Peu nombreux sont les groupes dont les profits semestriels dépassent ceux d'il y a deux ans. On peut, entre autres, citer LVMH, Sanofi-Aventis, PPR, Air liquide... Quoi qu'il en soit, ce début d'année marque une sortie de crise, peut-être même plus rapide que prévu. Plusieurs groupes ont relevé leurs objectifs de marge et de chiffre d'affaires. Une confiance qui peut surprendre alors que l'économie européenne redémarre mollement et que l'Amérique montre des signes d'essoufflement. Certes, mais la plupart des grands groupes sont planétaires et tirent profit, sans modération, de la croissance galopante des pays émergents, la Chine en tête.

Commentaire.

Sur fond de bulle immobilière, sachant que près de 1000 milliards d'euros ont été prêtés par les banques chinoises l'an dernier et les prévisions officielles tablent sur 840 milliards de nouveaux crédits cette année. (Lefigaro.fr 05.08)

Je n'évoque pas la conséquence de la hausse des salaires en Chine, sachant qu'elle ne concerne qu'une infime partie des travailleurs chinois et que leurs salaires demeurent encore extrêmement bas, aux alentours

de 100 euros. Au Bangladesh le salaire minimum mensuel dans le textile est passé à 33 euros, en Inde il est environ le double dans le même secteur d'activité.

Des millions de chômeurs supplémentaires dans les pays où le coût du travail est le plus élevé et liquidation de pans entiers de l'industrie au tournant de restructurations ou de délocalisations aboutissant à une nouvelle concentration du capital et de la production dans les pays dits émergents, flexibilité accrue du marché du travail se traduisant par une plus grande précarité et une augmentation de la productivité sur fond d'augmentation de la durée du travail et une diminution ou un blocage des salaires, sans oublier l'amputation ou la liquidation de droits sociaux. On peut ajouter que les grands groupes industriels et les multinationales ont bénéficié de la part des banques ou du marché de crédits à taux extrêmement bas pour éponger une partie de leurs dettes et financer leur croissance, manne providentielle à mettre au compte des banques centrales qui comptent au final sur les Etats pour faire payer l'addition au prolétariat.

En France ou aux Etats-Unis par exemple, l'Etat n'a pratiquement plus rien à vendre pour éponger une partie de sa gigantesque dette, tout ou presque a été privatisé ; c'est moins vrai en France où il reste la santé, l'école et les retraites notamment à privatiser.

En Chine, l'Etat est en train de recourir à l'endettement pour financer le développement économique du pays, une fois que la bulle qu'il est en train de créer aura éclaté et qu'il se retrouvera étranglé, pour s'en sortir il ne lui restera plus qu'à liquider et vendre des pans entiers de l'économie planifiée, ce n'est qu'une hypothèse mais elle semble à terme vraisemblable.

En Inde, je ne me suis pas vraiment tenu au courant de la situation économique. J'ai seulement constaté que les banques avaient changé de politique par rapport aux années antérieures lorsqu'elles proposaient des taux d'intérêts équivalents à l'inflation pour les sommes déposées par les particuliers, ils sont actuellement divisés par deux environ, incitant la population à consommer au lieu d'économiser ou à se rabattre sur l'or dont l'Inde est l'un des plus importants importateurs.